



Appel à communication pour la revue SAS n°11

« La politique de l'action sociale »

Sylvain Beck, Docteur en sociologie, Post-doctorant associé au laboratoire GEMASS (UMR CNRS/Paris-Sorbonne), Formateur permanent au Centre de formation Saint-Honoré (Paris, 19^e).

Didier Lapeyronnie, Professeur de sociologie, Paris-Sorbonne Université, membre du laboratoire GEMASS (UMR CNRS/Paris-Sorbonne).

Ce dossier se propose de considérer les dimensions politiques de l'action sociale. Dans un contexte d'accroissement de la pauvreté, des inégalités et des discriminations, il s'agit de mettre en évidence les formes que prend l'engagement politique dans le travail social et l'intervention sociale en explorant la responsabilité et l'activité politique des professionnels, des intervenants bénévoles, des associations, des collectivités territoriales et de l'État face à la question sociale. Qu'elles soient institutionnalisées ou non, la recherche porte sur la finalité vers laquelle ces formes multiples d'engagement convergent. Ce dossier sera ainsi consacré à l'engagement politique dans et par le travail social, au sens le plus large possible, qu'il soit salarié ou bénévole, professionnel ou non, militant, politique ou citoyen. Par quels moyens les intervenants et travailleurs sociaux agissent-ils sur les lieux de pouvoir pour transformer la société ? Quels sont les rapports entre l'intervention sociale et l'implication politique traditionnelle ? Comment l'action sociale parvient-elle à créer des espaces communs de manière formelle et informelle ? Par exemple, l'éducation spécialisée n'est pas tant considérée ici en tant que pédagogie, mais au sens d'action politique sous-tendue par une philosophie politique sur fond démocratique. D'une certaine manière, elle peut être considérée comme la transmission d'expériences pour créer de nouvelles expériences communes dans une société démocratique (Dewey, 2011 [1916]). Cette philosophie politique peut être considérée comme un « effort conscient, cohérent et acharné pour remplacer les opinions sur les principes de la politique par une connaissance » (Strauss, 1992 [1959], p. 18). Mais il s'agit de considérer plus largement l'action sociale comme une action politique. S'il est essentiel de mettre en mouvement une philosophie entre éthique, croyances et connaissances, le travail social trouve sa finalité dans des formes d'action, sachant que « toute action politique cherche soit à conserver, soit à changer » (Strauss, 1992 [1959], p. 15). Or, quelles formes d'engagement politique peut revêtir l'action sociale ? En tant que corps intermédiaire entre des politiques sociales, à la fois contraignantes et protectrices, et des personnes vulnérables qu'ils accompagnent, les travailleurs sociaux fondent leur profession dans ces espaces interstitiels entre individu et société sur un territoire. Il s'agit donc de repérer ces espaces dans l'action sociale, ainsi que les marges de manœuvre dont les travailleurs sociaux disposent et ceux qu'ils construisent, notamment à travers la traduction entre des mondes sociaux qui tendent à s'éloigner les uns des autres.

Cet appel à contribution cherche à explorer les formes de l'engagement politique que prennent le travail social et l'intervention sociale au niveau individuel et collectif. En effet, par un certain désengagement de l'État, les politiques publiques d'inspiration néo-libérale placent de plus en plus les institutions sociales et médico-sociales sur un marché concurrentiel (Chauvière, 2008). Pourtant, si la finalité des travailleurs sociaux reste de réduire les inégalités sociales par l'accompagnement personnalisé d'individus marginalisés, elle consiste moins aujourd'hui à renforcer l'intégration sociale qu'à fabriquer des acteurs. Dans ce contexte, le développement de

formes de pouvoir d'agir, qu'il s'agisse de développer des *capabilités* (Nussbaum, 2012), par l'économie sociale et solidaire (Laville, 1999) ou le développement de l'*empowerment* (Bacqué et Biewener, 2013), contribuent à ce type d'action. Mais comment éviter les glissements sémantiques du pouvoir d'agir et de l'entrepreneuriat social dans un contexte néo-libéral ? Le pouvoir peut se situer dans des lieux variables, qu'on le considère dans les mains d'une oligarchie (Dardot et Laval, 2016) ou se dispersant dans des formes de déterritorialisation entre pouvoir politique et pouvoir économique, ou dans des réseaux transnationaux, religieux, économiques, éducatifs, culturels, des grandes familles, des réseaux terroristes, etc. (Badie et Vidal, 2016).

Peut-on considérer l'engagement politique comme une révolte individuelle par la recherche de la mesure (Camus, 1951) ? Ou au contraire, l'engagement doit-il être considéré uniquement comme une forme d'action collective (Havard Duclos, Nicoud, 2005) ? Qu'en est-il de l'engagement comme éthique dans une continuité de soi en dépit du changement (Ricoeur, 1990) ? Dans une puissance d'agir au travail par une éthique de proximité (Roche, 2016) ? Ou par une éthique de l'accompagnement (Depenne, 2017) ? Le travail social se situe dans ces espaces intermédiaires entre les personnes vulnérables, marginales ou précaires, et les institutions. Comment les travailleurs sociaux investissent-ils ou non politiquement ces espaces et utilisent-ils leur capacité d'action pour réduire les inégalités sociales tout en travaillant à la formation d'acteurs ? Quelle est la place de l'expérience des personnes accompagnées dans le champ de l'action sociale ? Quelle est la place des bénévoles et leur rapport aux professionnels ? Comment se crée un « imaginaire » politique dans l'intervention sociale pour transformer la représentation d'une société qui tend vers une compétition généralisée (Dardot et Laval, 2016) ?

Quelles sont les réponses apportées par les acteurs de terrain, en termes d'imaginaires et de remise en question des pratiques pour répondre à l'idéologie gestionnaire (De Gaulejac, 2005) ? Il s'agit de mettre en évidence des expériences d'activité politique radicale, non seulement comme manière de travailler, mais aussi comme façon d'agir, notamment par des pratiques réflexives (Gouldner, 1970). Peut ainsi être interrogée la relation à l'autre, non seulement dans la fonction professionnelle mais aussi comme éthique prenant toutes les formes de la vie personnelle et professionnelle des acteurs du social. Les contributions qui articuleront réflexion éthique et action intéresseront particulièrement ce dossier.

Les articles de ce dossier se focaliseront sur les formes que prend l'engagement politique dans l'action sociale à partir d'initiatives individuelles et collectives, en précisant les ressorts de l'action en termes de pouvoir, de territoire et en mettant en évidence les efforts et les tentatives qui visent à redonner une signification politique à l'action ou à l'intervention sociales, à refonder un imaginaire politique dans une démarche éthique. Les articles sur des théories nouvelles, les comptes rendus d'actions intelligentes, les recherches action et les actions de recherche seront les bienvenus. Les propositions seront retenues en fonction de leur caractère innovant, la rigueur de leur méthode, la qualité de la description des actions menées et la précision du degré de généralisation de la connaissance apportée. Les approches comparatistes (comparaisons internationales ou entre différents champs d'action) seront privilégiées dans la mesure où elles éclairent la thématique en présentant différents types d'action sur un même territoire ou des actions similaires sur des territoires différents.

Quatre axes orienteront la perspective du dossier afin de mettre en évidence les formes d'engagement politique en termes d'effort et de réflexivité :

Axe 1 : La réflexivité en pratique

Comment la réflexivité permet-elle de mettre du sens sur les pratiques de l'action sociale ? Il s'agit de montrer la dimension concrète de la réflexivité dans la mesure où elle transforme l'action.

Considérant que l'objectif de l'action sociale n'est plus d'intégrer les populations vulnérables dans une perspective assimilationniste, mais de les aider à se constituer comme des acteurs à part entière, de leur vie d'individu comme de citoyen. Comment les intervenants sociaux fabriquent-ils du politique, tant dans une forme concrète que dans une forme symbolique ?

Axe 2 : Le rapport au politique et aux institutions

Il s'agit de présenter les rapports des intervenants et travailleurs sociaux avec les représentants politiques et institutionnels. Comment communiquent-ils ? Quelle place occupent-ils dans l'espace public ? Quelle place donnent-ils aux personnes accompagnées ? Comment en parlent-ils et parviennent-ils à traduire le vécu de ces personnes et dans quels espaces médiatiques ? Où et comment parlent-ils de leurs pratiques bénévoles et professionnelles ?

Axe 3 : Les pratiques hors champ de l'action sociale

Comment l'action sociale s'inscrit-elle dans des espaces déterritorialisés ou dématérialisés comme Internet ou les pratiques transnationales ? Les nouvelles technologies ont accéléré notre rapport à l'espace et au temps et intensifié nos réseaux de relation en multipliant les possibilités d'interactions. Les réseaux terroristes se sont emparés de ces outils pour endoctriner des adolescents. Dans ce contexte concurrentiel, comment les travailleurs sociaux inscrivent-ils leur action dans une démarche réflexive autour de ces questions ? Dans quel cadre et quels moyens mettent-ils en place pour aller vers les personnes, notamment les jeunes à travers les réseaux sociaux numériques ? Comment font-ils le lien entre la relation avec les personnes et les usages d'Internet ? Par exemple, il serait intéressant de s'interroger sur la possibilité ou non d'instaurer une relation éducative dématérialisée à travers les réseaux sociaux numériques. Dans l'accompagnement des populations migrantes ou des descendants d'immigrés, comment est considéré le pays d'origine dans les pratiques d'accompagnement et d'intervention ? L'imaginaire du pays d'origine, la nostalgie associée, les retours au pays, temporaires ou définitifs avec parfois des formes de co-développement, ou les circulations migratoires des migrants sur plusieurs sites, font de la question migratoire un thème déterritorialisé, car transnational, peu pris en compte par les politiques sociales. Comment l'action sociale prend-elle en compte les effets de déterritorialisation de ces pratiques transnationales ?

Bibliographie

Agrikoliansky Éric (2001), « Carrières militantes, et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51^e année, n°1-2, p.=. 27-46.

Bacqué Marie-Hélène et Biewener Carole (2013), *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte.

Badie Bertrand, Vidal Dominique (2016), *Qui gouverne le monde ? L'état du monde 2017*, Paris, La Découverte.

Boucher Manuel (2015), « Introduction », *Sciences et actions sociales* [en ligne], N°1 | 2015, mis en ligne le 16 avril 2015.

Camus Albert (1951), *L'Homme révolté*, Paris, Gallimard.

Castel Robert (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Seuil.

Castel Robert (2009), *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil.

- Castoriadis Cornélius (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.
- Chaffote Maxime (2014), « Comment repolitiser le travail des éducateurs spécialisés ? », 4 octobre [<http://mouvements.info/comment-repolitiser-le-travail-des-educateurs-specialises/>].
- Chauvière Michel (2008), *Trop de gestion tue le social*, Paris, La Découverte.
- Dardot Pierre, Laval Christian (2016), *Ce cauchemar qui n'en finit plus. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte.
- De Gaulejac Vincent (2005), *La société malade de la gestion*, Paris, Seuil.
- Gaulejac Vincent de, Taboada Léonetti Isabel (1994), *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Dewey John (2011 [1916]), *Démocratie et éducation*, Paris, Armand Colin, p. 79-453
- Dewey John (1938), *Experience & Éducation*, New York, Collier Books.
- Dubet François (2002), *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil.
- Dubois Chloé (2016), « Les travailleurs sociaux dénoncent la libéralisation du secteur », *Politis*, 20 juin [<http://www.politis.fr/articles/2016/06/les-travailleurs-sociaux-denoncent-la-liberalisation-du-secteur-34948/>].
- Olivier Fillieule, Mayer Nonna (2001), « Devenirs militants. Introduction », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, p. 19-25.
- Gouldner Alvin W. (1970), *The Coming Crisis of Western Sociology*, London, Heinemann.
- Havard Duclos Bénédicte, Nicourd Sandrine (2005a), *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*, Paris, Payot.
- Havard Duclos Bénédicte, Nicourd Sandrine (2005b) « Le bénévolat n'est pas le résultat d'une volonté individuelle », *Pensée plurielle*, Vol. 1, n° 9, p. 61-73.
- Hély Matthieu (2008), « À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire », *Sociétés contemporaines*, Vol. 1 n° 69, p. 125-147.
- Ion Jacques (1997), *La fin des militants ?*, Paris, Éditions ouvrières.
- Laville Jean-Louis (1999), *Une troisième voie pour le travail*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Le Goff Jean-Louis (2014), « La réflexivité dans les dispositifs d'accompagnement : implication, engagement ou injonction ? », *revue ; Interrogations ?*, n° 19. Implication et réflexivité – II. Tenir une double posture, décembre [en ligne].
- Nicourd Sandrine (2007), « Les engagements ont-ils vraiment changé ? », *Sociologies pratiques*, Vol. 2, n° 15, p. 1-5.
- Nicourd Sandrine (2008), « Qui s'engage aujourd'hui ? Regards sociologiques sur la participation », *Informations sociales*, Vol. 1, n° 145, p. 102-111.
- Nussbaum Martha (2010), *Les émotions démocratiques. Comment former le citoyen du XXI^e siècle ?*, Paris, Flammarion.
- Nussbaum Martha (2011, 2012 pour la trad. française), *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Flammarion.
- Popper Karl (2005 [1945]), *The Open Society and Its Enemies*, London/New York, Routledge.
- Ricoeur Paul (1990), *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil.
- Roche Pierre (2016), *La puissance d'agir au travail. Recherches et interventions cliniques*, Toulouse, Érès, coll. « Sociologie clinique ».
- Simonet Maud (2010), *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La

Dispute, coll. « Travail et salariat ».

Strauss Leo (1992 [1959]), *Qu'est-ce que la philosophie politique ?*, Paris, PUF.

Procédure d'évaluation des propositions de contribution

En lien avec la ligne éditoriale de la revue ([voir présentation de la revue](#)), les textes proposés doivent être originaux et ne pas avoir déjà fait l'objet d'une publication dans des revues. Néanmoins, à la condition qu'il demande l'accord préalable à la revue Sciences & Actions Sociales, l'auteur d'un article dans la revue SAS peut publier son article dans un ouvrage ou des actes de colloque à la condition de citer la source de première publication, c'est-à-dire la revue SAS.

Les propositions de contribution doivent respecter les recommandations aux auteurs présentées dans la rubrique : « proposer un article ». Ces propositions doivent être envoyées par courrier électronique au format .doc ou rtf à l'adresse suivante : redaction@sas-revue.org au plus tard le 4 juin 2018. Un accusé de réception est alors adressé en retour. Les textes font l'objet d'une évaluation anonyme par trois lecteurs désignés au sein des comités de rédaction et scientifiques de la revue. Sur la base de leurs évaluations, après une discussion de l'article au sein du comité de rédaction, une décision collective est prise : accepté en l'état, accepté avec modifications mineures, accepté sous réserve de modifications majeures, refusé. Cette décision est transmise à l'auteur par la revue SAS au maximum trois mois après la réception de la proposition de l'article.

Calendrier de l'appel à contributions

Les propositions d'articles sont à envoyer à redaction@sas-revue.org au plus tard le 4 juin 2018.

Les retours aux auteurs sont prévus pour le 10 septembre 2018 pour une publication dans le numéro d'octobre 2018.